

CATALOGUE
DES
FORMATIONS
PRINTEMPS
2014

Le Cabinet propose des formations dans différents domaines du droit de l'environnement à un coût de 440€HT/personne/journée (9h-17h), repas compris.

Dédiées aux professionnels (techniciens et ingénieurs) des secteurs industriels, ENR, de l'urbanisme et de l'aménagement, ces formations s'adressent encore aux juristes et avocats intervenant en droit de l'environnement et de l'urbanisme.



Six grands thèmes sont aujourd'hui travaillés avec une problématique ciblée, ceci sur une journée :

- **Initiation au droit de l'environnement**
- **ICPE**
- **Déchets, Sites et sols pollués**
- **Seveso, risques technologiques ou naturels**
- **EnR (éolien, solaire, méthanisation...)**
- **Police de l'eau**
- **Urbanisme durable**

Les formations sont dédiées à des groupes de 6 personnes et se veulent résolument pratiques. Elles sont accompagnées d'un support théorique synthétique et d'un « case-book ». Les formations sont dispensées par :



- **M^E DAVID DEHARBE**, Avocat associé spécialisé en droit public et droit de l'environnement, Maître de conférences habilité à diriger des recherches, Docteur en droit,
- **ME STEPHANIE GANDET**, Avocat associée, titulaire d'un Master en droit de l'environnement.

Les formations se déroulent au cabinet, idéalement situé au pied du Métro et du Tram, à 20mn des gares Lille Flandres et Lille Europe (1h de TGV de Paris Gare du Nord). A la demande du client nos intervenants peuvent se déplacer en vos locaux.

Pour toute information, contactez : lou.deldique@green-law-avocat.fr

CALENDRIER 1^{ER} SEMESTRE 2014



4 AVRIL 2014 : PANORAMA DES CONTENTIEUX EN ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL

11 AVRIL 2014 : LA GESTION DES RELATIONS AVEC L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

18 AVRIL 2014 : CONTENTIEUX EOLIENS

25 AVRIL 2014 : LES ZONES HUMIDES : NOUVEL ENJEU DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

9 MAI 2014 LES INSTRUMENTS JURIDIQUES DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS ET LEURS EFFETS



CONTENU DETAILLE DES JOURNEES 2014

4 AVRIL 2014 : PANORAMA DES CONTENTIEUX EN ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL

Par

David DEHARBE

**Avocat spécialiste en droit public et en droit de l'environnement (Barreau de Lille)
Maître de conférences des Universités - Habilité à Diriger des Recherches (Lille2)**

Thème 1 – PRESENTATION DES SPECIFICITES DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF DE L'ENVIRONNEMENT

- 1 – Energies renouvelables (contentieux des autorisations ; syndrome NIMBY)
- 2 – Les contentieux du permis de construire (délivrance ou refus)
- 3 – Installations Seveso et activités industrielles (pollution diffuse et risque technologique)
- 4 – Contentieux de l'autorisation/du refus d'autorisation
- 5 – Contentieux du classement, des prescriptions techniques et des sanctions administratives
- 6 – Autres contentieux à la marge (IOTA, défrichement, autorisation destruction d'espèce ...)



Thème 2 – LE CONTENTIEUX DU PC (actualisé de l'ordonnance de juillet 2013 et du décret du 1^{er} octobre 2013)

- 1 – La recevabilité du REP : notification des recours
- 2 – La recevabilité du REP : l'intérêt à agir des tiers et des associations
- 3 – Les exceptions d'illégalité
- 4 – Effets des recours sur le PC : référés ou contraintes de 'bancabilité'
- 5 – Effets des recours sur le PC : sa validité
- 6 – Annulation contentieuses et ses conséquences
- 7 – Divisibilité, régularisation du PC et retrait des actes

8 – Le traitement des recours abusifs

9 – Les contentieux du refus de PC



Thème 3 – LES CONTENTIEUX ICPE DE L’AUTORISATION

1 – La recevabilité et l’intérêt à agir des tiers contre les autorisations

2 – La recevabilité et l’intérêt à agir des opérateurs contre les actes et les refus

3 – Un risque non négligeable : l’intervention associative

4 – Les standards de jugement de la suffisance de la DDAE et de la régularité de l’enquête publique

5 – Contentieux et exceptions d’illégalité des planifications réglementaires

6 – Plein contentieux et pouvoirs du juge-administrateur



Thème 5 – LES CONTENTIEUX ICPE DES RESPONSABILITES

1 – La théorie des troubles anormaux de voisinage

2 – Réparation des pollutions et des atteintes à l’environnement (le préjudice écologique pur)

3 – Le contentieux de la mise en demeure et des sanctions administratives

4 – Droit pénal de l’environnement

5 – La responsabilité administrative

11 AVRIL 2014 : LA GESTION DES RELATIONS AVEC L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par

David DEHARBE

**Avocat spécialiste en droit public et en droit de l'environnement (Barreau de Lille)
Maître de conférences des Universités - Habilité à Diriger des Recherches (Lille2)**

Thème 1 – L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

- 1 – Organisation administrative de l'inspection des installations classées
- 2 – Désignation des inspecteurs
- 3 – Programme stratégique de l'Inspection
- 4 – Priorités d'actions pour l'année
- 5 – Vitrites de l'inspection



Thème 2 – LA CREATION DE L'ICPE ET L'INSPECTEUR

- 1 – La recevabilité de la DDAE
- 2 – Répondre à l'avis de l'autorité environnementale ?
- 3 – Précipiter la mise à l'enquête
- 4 – La relation avec le commissaire enquêteur
- 5 – La co-rédaction de l'arrêté d'autorisation
- 6 – Le passage en CODERST
- 7 – La relecture du projet d'arrêté
- 8 – Un nouveau cadre spécifique : l'enregistrement
- 9 – Négocier ses arrêtés complémentaires et 'codificatifs'

Thème 3 – LE CONTROLE DES INSTALLATIONS CLASSEES PAR L'INSPECTEUR

- 1 – Droit de visite des inspecteurs des installations classées
- 2 – Installations DC : participation aux visites de contrôle périodique
- 3 – Protection de la mission de police
- 4 – Secret professionnel
- 5 – Prélèvements et analyses
- 6 – contrôle sur pièces
- 7 – La visite d'inspection
- 8 – Donné acte et gestion de la preuve
- 9 – Gestion de crise



Thème 4 – DES CONSEQUENCES DES CONTROLES DE L'INSPECTION

- 1 – La réforme des polices administrative et judiciaire de l'environnement
- 2 – Le procès-verbal d'infraction
- 3 – Les suites administratives
- 4 – Les sanctions administratives
- 5 – Les nouvelles sanctions
- 6 – Le contentieux des sanctions administratives
- 7 – La valeur probante au pénal des constatations de l'inspection
- 8 – Les suites pénales
- 9 – Gérer les poursuites correctionnelles

18 AVRIL 2014 : CONTENTIEUX EOLIENS

Par

David DEHARBE

**Avocat spécialiste en droit public et en droit de l'environnement (Barreau de Lille)
Maître de conférences des Universités - Habilité à Diriger des Recherches (Lille2)**

Thème 1 – LE CONTENTIEUX DU PC DELIVRE : DEFENSE PROCEDURALE

- 1 – La recevabilité du REP : notification des recours
- 2 – La recevabilité du REP : l'intérêt à agir des tiers et des associations
- 3 – Les exceptions d'illégalité
- 4 – Effets des recours sur le PC : référés ou contraintes de 'bancabilité'
- 5 – Effets des recours sur le PC : sa validité
- 6 – Annulation contentieuses et ses conséquences
- 7 – Divisibilité, régularisation du PC et retrait des actes
- 8 – Le traitement des recours abusifs



Thème 2 – LE CONTENTIEUX DES REFUS DE PC : PRECAUTIONS ET POSSIBILITES PROCEDURALES

- 1 – Le recours gracieux
- 2 – La recevabilité du REP : l'intérêt à agir de l'opérateur
- 3 – Injonctions et astreintes
- 4 – Refus persistants et appel
- 5 – Recours indemnitaire préalable

Thème 3 – LES CONTENTIEUX DU PC : MOYENS D’ILLEGALITE EXTERNE ET STANDARDS JURISPRUDENTIELS

- 1 – Irrégularité des avis consultatifs
- 2 – Insuffisances de l’étude d’impact
- 3 – Irrégularités de l’enquête publique
- 4 – Irrégularités de l’avis du commissaire enquêteur Compatibilité avec le PLU



Thème 4 – LES CONTENTIEUX DU PC : MOYENS D’ILLEGALITE INTERNE ET STANDARDS JURISPRUDENTIELS

- 1 – R. 111-21 : la méthodologie du juge administratif
- 2 – R. 111-21 : applications jurisprudentielles
- 3 – R. 111-2 : illustrations jurisprudentielles (habitations/routes)
- 4 – R. 111-2 : illustrations jurisprudentielles (radars)
- 5 – Eoliennes en commune littorale
- 6 – Compatibilité avec le PLU
- 7 – Eolienne et constructibilité limitée

Thème 5 – LES CONTENTIEUX ICPE DE L’EOLIEN

- 1 – Singularité du recours gracieux et des délais de recours
- 2 – Qualité et intérêt à agir et l’intervention associative
- 3 – Contentieux de l’autorisation, des prescriptions et des refus d’autorisation
- 4 – Les standards de jugement de la suffisance de la DDAE et de la régularité de l’enquête publique
- 5 – Portée du principe d’indépendance des législations
- 6 – Exceptions d’illégalité des SCRAE et des PLU
- 7 – Plein contentieux et pouvoirs du juge-administrateur
- 8 – Contentieux de la mise en demeure et des sanctions

Thème 6 – CONTENTIEUX DU RACCORDEMENT ET DU TARIF

- 1 – Contentieux de la file d’attente devant le CORDIS
- 2 – Principes dégagés par le CORDIS
- 3 – Le cadre du schéma régional de raccordement au réseau
- 4 – L’obligation d’achat qualifiée d’intervention au moyen de ressources d’État (CJUE, 19 déc. 2013, aff. C-262/12, Vent De Colère et a.)

Thème 7 – CONTENTIEUX CIVILS ET REPRESSIFS

- 1 – L’action en troubles anormaux de voisinage : possibilités et limites
- 2 – Réparation des pollutions et des atteintes à l’environnement (le préjudice écologique pur)
- 3 – Les sanctions administratives et l’établissement des PV par l’inspection
- 4 – Droit pénal de l’environnement : construction sans titre, non-conformité et non respect du PLU
- 5 – Droit pénal de l’environnement : exploitation sans titre, non respect de prescriptions ou d’une mise en demeure
- 6 – La responsabilité administrative

25 AVRIL 2014 : LES ZONES HUMIDES NOUVEL ENJEU **DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT**

Par

David DEHARBE

**Avocat spécialiste en droit public et en droit de l'environnement (Barreau de Lille)
Maître de conférences des Universités - Habilité à Diriger des Recherches (Lille2)**

Thème 1 – QUALIFICATION JURIDIQUE DE LA ZONE HUMIDE

- 1 – Nouvelle approche : services écosystémiques et « Éviter/Réduire/ Compenser »
- 2 – Définition internationale
- 3 – Définition législative et réglementaire du code de l'environnement
- 4 – Le critère des sols dits hydromorphes /Le critère des plantes hygrophiles
- 5 – La délimitation des zones humides : critères, procédure et portée
- 6 – Zones de protection spécifiques : Zone humide d'intérêt environnemental particulier (ZHIEP), Zones stratégiques pour la gestion de l'eau (ZSGE) et Zones soumises à contraintes environnementales (ZSCE)
- 7 –Autres instruments indirects de protection des zones humides



Thème 2 – AMENAGEMENTS ET ZONES HUMIDES

- 1 – Trame bleue et trame verte, SDAGE et SAGE
- 2 – Loi Littoral et zones humides
- 3 – Prise en compte des zones humides dans les différentes pièces des SCOT et des PLU
- 4 – Prise en compte des zones humides dans les communes sans PLU
- 5 – Compenser les impacts d'un projet d'aménagement sur les zones humides
- 6 – Infractions pénales urbanistiques et destruction de zones humides

Thème 3 – POLICE DE L’EAU ET ZONES HUMIDES

- 1 – La nomenclature eau appliquée aux zones humides
- 2 – Interprétations de la nomenclature par le juge pénal
- 3 – Interprétations de la nomenclature par le juge administratif
- 4 – Gérer un PV de l’ONEMA
- 5 – Transactions pénales, régularisation et remises en état

9 MAI 2014 LES INSTRUMENTS JURIDIQUES DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS ET LEURS EFFETS

Par

David DEHARBE

**Avocat spécialiste en droit public et en droit de l'environnement (Barreau de Lille)
Maître de conférences des Universités - Habilité à Diriger des Recherches (Lille2)**

Thème 1 – GENERALITES

1 – définition du risque d'inondation

2 – La directive 2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation et sa transposition

3 – Politique nationale de prévention des inondations et l'instruction du 22 février 2012

4 – L'après Xynthia : plan de submersion et stratégie de gestion intégrée du trait de côte



Thème 2 – INSTRUMENTS PREVENTIFS DE PLANIFICATION

1 – SDAGE/SAGE

2 – La nouvelle approche intégrée au niveau du bassin du risque d'inondation

3 – EPRI, stratégie nationale, TRI et cartographie des surfaces inondables et des risques d'inondation

4 – PGRI (plan de gestion des risques d'inondation) et stratégies locales

5 – PPRi

6 – Schéma directeur de prévision des crues (SDPC)

7 – Prise en compte des inondations dans les documents d'urbanisme

Thème 3 – INSTRUMENTS DE POLICE, TRAVAUX ET INSTRUMENTS FONCIERS DE PROTECTION

- 1 – Repères de crues, instruments de surveillances et d’alerte
- 2 – Police générale et police de l’eau La nouvelle approche intégrée au niveau du bassin du risque d’inondation
- 3 – Instruments de lutte contre l’érosion
- 4 – Opérations d’intérêt général (L 211-7 c. env.)
- 5 – Les servitudes temporaires et de mobilité
- 6 – Les servitudes de défense
- 7 – Acquisitions des biens exposés à un risque naturel



Thème 4 – RESPONSABILITE ET REPARATION

- 1 – Responsabilités administrative, voire civile des personnes publiques
- 2 – Devoir d’information du vendeur et responsabilité subséquente u notaire
- 3 – Risque pénal
- 4 – Garantie catastrophe naturelle : champ d’application et critères de mise en œuvre
- 5 – Garantie catastrophe naturelle : procédure de reconnaissance et règlement du sinistre